

## A BAS LEUR MONDE D'APRES

Capitalistes et gouvernement travaillent beaucoup pendant la pandémie Covid-19. Ils et elles ont œuvré à nous faire gober qu'après ces mort-e-s, ces confinements et tout le reste, ils et elles avaient compris. Le monde d'après serait donc bien différent. C'est la stratégie du choc : les dirigeant-e-s se servent d'un événement dramatique pour distiller la peur à grande échelle, l'infantilisation, le peuple s'en remet à la gouvernance comme un enfant à ses parents, et hop, passent les réformes antisociales, la répression par l'exclusion qu'est le pass sanitaire<sup>1</sup>, le tout sécuritaire comme remède ultime. Docilité.

EN 2021, LA QUASI TOTALITÉ DES ÉLÈVES DANS LE MONDE DEVAIT ENCORE SE RÉGROUPEZ DANS UN LIÉU PUBLIC POUR RÉCEVOIR UN ENSEIGNEMENT PRODIGÉ PAR UN ÊTRE HUMAIN IL EN RÉSULTAIT FATALEMENT DES INTERACTIONS SOCIALES.



Image : Lucile Nabonnand

Dans l'éducation, leur monde d'après est plutôt flagrant, et ce pour le grand bonheur des guignol-e-s de l'OCDE. Grâce aux suppressions de postes, on fonctionne à flux tendu comme jamais. Les remplaçant-e-s sont sur postes fixes et on embauche des précaires pour combler les postes vacants, au lieu d'ouvrir les listes complémentaires. Jackpot ! Ça permet des économies, et de casser le statut de fonctionnaire. Les précaires ? On les maltraite plus facilement (cf p.2). À Marseille<sup>2</sup>, ce sont les directeur.trice.s d'école qui choisissent leurs profs. Les directeur.trice.s bénéficient aussi d'une nouvelle formation managériale. Les indemnités REP+ sont dorénavant distillées au mérite, partout.

Quant aux ATSEM et aux AESH, ils et elles sont remplacé-e-s par des services civiques, ça coûte moins cher. La continuité pédagogique et l'enseignement à distance (de la maternelle au supérieur), qui ont tant montré leurs lacunes, c'est pas fini, bien au contraire. Le Bac passe en contrôle continu<sup>3</sup> (belle mise au pas de la liberté pédagogique des enseignant-e-s au profit du tri social), après que le gouvernement ait fait éclater les groupes classe tout en exigeant des personnels qu'ils et elles en maintiennent l'esprit. Il faut toujours en demander plus aux personnels, ça épuise, démission, suicide, et on embauche toujours plus de précaires à leur place. Parano, SUD éduc ? Non, c'est l'OCDE qui dit tout ça (cf p.3).

Pendant que certain-e-s d'entre nous rentrent la tête dans les épaules, la mort dans l'âme et la boîte d'antidépresseurs comme meilleure amie, la société bouillonne. Depuis bientôt 3 ans (hors périodes de confinement), la rue s'agite régulièrement. Certes, la course de vitesse est lancée entre mouvement social progressiste et extrême droite, qui se sert de nos luttes pour accéder au pouvoir (cf p.2). Cependant, à force de réprimer et de maintenir le couvercle de la cocotte minute bien fermé, la cocotte menace d'exploser, et c'est sans doute là que chacun-e a un rôle à jouer si on ne veut pas que la société bascule collectivement vers le fascisme.

Il est encore temps de relever la tête et de reprendre le chemin de la lutte, par nos mobilisations, pour imposer notre monde d'après, fait de services publics, d'hôpitaux, d'école, etc, en nombre pour le bien de la population. Notre monde d'après, c'est aussi la suppression du patronat et de l'actionariat. Il est urgent d'imposer notre monde d'après, égalitaire et autogestionnaire.

1 <https://www.laquadrature.net/2021/08/19/passe-sanitaire-quelle-surveillance-redouter/>

2 [http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2021/09/22092021Article637678817325779508.aspx?actId=ebwp0YMB8s1\\_OGEGSsDRkNUcvuQDYN7aFZ1E4yS5hsY5SHZNXZVxVc3CZ8bvu5Y&actCampaignType=CA\\_MPAIGN\\_MAIL&actSource=511987](http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2021/09/22092021Article637678817325779508.aspx?actId=ebwp0YMB8s1_OGEGSsDRkNUcvuQDYN7aFZ1E4yS5hsY5SHZNXZVxVc3CZ8bvu5Y&actCampaignType=CA_MPAIGN_MAIL&actSource=511987)

3 <https://www.sudeducation.org/tracts/evaluation-et-contrôle-continu-au-lycée-une-mise-au-pas-de-la-liberté-pédagogique-des-enseignant-e-s-au-service-du-tri-social-tract-de-sud-education/>

éducation  
**SUD**  
Lorraine

Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Info

## BULLETIN LOCAL D'INFORMATION SYNDICALE

Numéro 45 – Octobre 2021

ISSN : 2104-1547 – CPPAP : 1021 S 08325

Dir. de la publ. : Roberto Toscano

Editeur : SUD Éducation Lorraine 4 rue de Phalsbourg 54000 Nancy

Imprimé par SUD Éducation Lorraine

Périodicité trimestrielle

## SOMMAIRE

- p.1 : Édito  
p.2 : AED / AESH : galères et de mépris + Face à la menace  
p.3 : Quand l'OCDE programme la mort de l'école  
p.4 : Victoire pour les verbalisé-e-s

## PERMANENCES SYNDICALES

Lundi et Vendredi de 14h à 17h  
4 rue de Phalsbourg - Nancy  
Téléphone : 03 83 35 01 48

**BIENTÔT : Vendredi de 14h à 17h  
au local de SUD rail  
2 rue Chatillon - Metz**

SUD Éducation Lorraine :  
[sudeducclor@gmail.com](mailto:sudeducclor@gmail.com)

SUD Éducation 57 :  
[sudeduc57@gmail.com](mailto:sudeduc57@gmail.com)

SUD Éducation 88 :  
[sudeduc88@gmail.com](mailto:sudeduc88@gmail.com)

SUD Éducation 55 :  
[sudeduc55@gmail.com](mailto:sudeduc55@gmail.com)

SUD Éducation 54 :  
[sudeduc54@gmail.com](mailto:sudeduc54@gmail.com)

SUD Éducation section Pays Haut :  
[sudeducclor.payshaut@protonmail.com](mailto:sudeducclor.payshaut@protonmail.com)

Site académique : <http://sudeduculor.lautre.net/>

Site fédéral : [www.sudeducation.org](http://www.sudeducation.org)

Au fait : SUD éducation  
syndique les personnels  
de la maternelle à l'université

pour recevoir des publications et infos  
régulières, envoyer un mail à  
[sudeducclor@gmail.com](mailto:sudeducclor@gmail.com)

## AED / AESH : ENCORE UNE ANNEE DE GALERES ET DE MEPRIS ?

L'année qui s'annonce est à l'image des précédentes pour les AED (assistant-e-s d'éducation) et les AESH (accompagnant-e-s d'élèves en situation de handicap) : précarité structurelle, exploitation maximale, pressions hiérarchiques sans vergogne.

Alors que l'année qui s'est écoulée a été marquée par des mobilisations sans précédent des AED et des AESH qui ont démontré leur détermination et leur capacité d'auto-organisation, ils et elles sont les grand-e-s perdant-e-s du Grenelle de l'éducation car tout simplement absent-e-s.

Pourtant, face à la crise sanitaire, ils et elles ont été en première ligne dans les établissements, jonglant avec les protocoles et sans moyens de protection face à une exposition accrue au virus. Cette situation particulière vient s'ajouter à la précarité des contrats, aux bas salaires et à l'absence de reconnaissance et de formation qui structurent leurs statuts.

### AED : On prend les mêmes et on recommence ?

La menace de non-renouvellement du contrat sert de moyen de pression pour les chef-fe-s qui jouent avec la peur de se retrouver du jour au lendemain sans revenus. SUD éducation a dû défendre nombre de collègues victimes de non-renouvellements abusifs et plusieurs procédures sont encore en cours.

Les conditions salariales et de travail inacceptables ne sont pas sans lien avec les difficultés de recrutement que semblent rencontrer un certain nombre d'établissements en cette rentrée des élèves. Cela va avoir comme conséquence de peser sur les équipes déjà en sous-effectif.

**SUD éducation Lorraine appelle les assistant-e-s d'éducation à poursuivre les mobilisations de l'année dernière et soutiendra les initiatives décidées par les collectifs locaux.**

### AESH : Généralisation des PIAL et dégradation des conditions de travail

Vendue comme un moyen de répondre au mieux aux besoins d'accompagnement des élèves en situation de handicap, la mise en place des PIAL (Pôle inclusif d'accompagnement localisé) n'a eu d'autre effet que de sérieusement dégrader des conditions de travail déjà difficiles, et ce, tout en dégradant les conditions d'accompagnement des élèves.

Les AESH ont vu le nombre d'élèves à accompagner augmenter, leurs lieux de travail se démultiplier, leurs temps de trajets s'accroître.

Les élèves subissent les conséquences de l'atteinte portée aux conditions de travail de leurs accompagnant-e-s mutualisé-e-s à outrance. Certain-e-s élèves perdent des heures d'accompagnement, d'autres attendent un accompagnement faute de personnels.

Face à cette maltraitance institutionnelle, il est urgent de se regrouper collectivement, pour poursuivre et étendre la mobilisation et ainsi construire un véritable rapport de force.

**SUD éducation Lorraine soutient l'appel national intersyndical et appelle les AESH à se mobiliser, par la grève et dans les rassemblements, le 19 octobre.**

**Pour l'ensemble des personnels volontairement maintenus en situation de précarité et de soumission, nous revendiquons :**

- La titularisation sans conditions de toutes et tous, avec la création de vrais statuts
- L'augmentation des salaires et la baisse du temps de travail
- L'obtention de la prime REP/REP+ pour tous les personnels travaillant en éducation prioritaire
- Le recrutement massif d'AED et d'AESH, géré-e-s académiquement et non plus par de petits chef-fes locaux/locales
- L'accès à une formation initiale et continue de qualité
- Du matériel de protection fourni par l'employeur face au Covid

## EN BREF

**L'Éducation nationale sort gagnante du budget 2022 ? C'est faux !<sup>4</sup>**

« Le projet de loi de finances 2022 consacre l'engagement du gouvernement en faveur de l'éducation », affirme le Conseil des ministres. Avec 55 milliards

pour l'enseignement scolaire, le budget de la rue de Grenelle augmente de 1.6 milliard soit 3%. Mais malgré la crise sanitaire, **470 emplois d'enseignant-e-s sont supprimés dans un second degré déjà bien sous tension.**

## FACE A LA MENACE FASCISTE

Juillet 2021 – 14,90 € – 125 pages – Éditions Textuel  
Ludivine Bantigny est historienne. A publié *La commune de Paris au présent. Une correspondance par-delà le temps*, La découverte, 2021.

Ugo Palheta est sociologue. A publié *La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre*, La Découverte, 2018.

**De la répression des Gilets Jaunes à la brutalité des contre-réformes en passant par les lois « Sécurité globale » et « Séparatisme », le macronisme constitue une accélération historique. Les auteur-e-s - qui sont aussi des camarades anticapitalistes - nous préviennent : « Fascisme : nous n'emploierons jamais ce mot à la légère ». Et pourtant, la possibilité du fascisme est bien réelle.**



En ces temps de grande confusion, ce livre d'une lecture très accessible, se révèle d'une grande utilité. Alors que depuis juillet les samedis sont jours de manif antivax et antipass sous le thème générique « Liberté ! » et que l'extrême droite s'y active fortement, que l'horizon électoral de la présidentielle est des plus sombres, ce court texte vient à point pour prendre le recul nécessaire, pour bien comprendre en quel temps nous vivons. Les analyses proposées étayent utilement la fiche de Sud éducation de rentrée sur l'extrême droite<sup>5</sup> et le complotisme et le dossier 11<sup>6</sup> de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes, structure intersyndicale large).

### Le macronisme, cet « autoritarisme du capital »

Bien caractériser le pouvoir politique auquel nous faisons face est de première importance. Si le macronisme n'est pas un fascisme, il n'en est pas moins un pouvoir d'une brutalité extrême. Se présentant comme « et de droite et de gauche », cet extrême centre mène une politique de rouleau compresseur au service de la profitabilité des capitaux. Alors que sa légitimité est très faible, que les dégâts sociaux et écologiques sont grandissants, il avance sans coup férir avec l'espoir de pétrifier toute opposition. Mais ça ne passe pas, et c'est cette hégémonie en crise qui est analysée dans l'ouvrage : elle vient de loin, de la gauche plurielle qui a privatisé plus que la droite, de Sarkozy qui a poursuivi, de Hollande qui, loin d'annuler Sarkozy, a tout amplifié (retraites, loi El Kohmri, armement des polices municipales) - et tous ces gouvernements successifs dans l'inaction climatique totale - provoquant des souffrances, des frustrations, de sombres colères accompagnées de luttes aux formes multiples. Alors ça réprime à tout va.

### Processus de fascisation

Pour donner envie d'aller y voir, nous citerons simplement nos auteur-e-s : « Le fascisme ne vient pas au monde tel un éclair dans un ciel serein. Son avènement comme pratique de pouvoir, comme type spécifique de régime ou d'État est annoncé par toute une série de signaux, de "symptômes morbides" -l'expression est de Gramsci- [...]. La victoire du fascisme est le produit conjoint d'un enracinement social du mouvement, des idées et des affects fascistes mais aussi d'une fascisation de pans entiers de la classe dominante et de l'État, ceux-ci craignant que la situation politique leur échappe [...] ».

Signalons les réflexions sur la démocratie, « la leur, la nôtre », mais aussi sur les mises à jour s'imposant à l'antifascisme.

Une riche bibliographie, récente pour la plus grande part, vient en clôture de cet important travail d'analyse.

<sup>5</sup> Fiche syndicale pour lutter contre le complotisme et l'extrême-droite (septembre 2021) : <https://www.sudeducation.org/vaccination-debats-enjeux-et-recuperations-par-l'extreme-droite/>

<sup>6</sup> <https://solidaires.org/Les-dossiers-de-VISA-10-et-11-Septembre-2021>

C'était sympa le Cahier 13<sup>7</sup> de l'OCDE ? La suite, c'est maintenant.

L'OCDE<sup>8</sup> s'est penchée comme elle le fait à intervalles réguliers sur les évolutions de l'éducation scolaire qu'elle envisage pour les années à venir. Une nouvelle étude<sup>9</sup>, passée inaperçue ou presque auprès du grand public, propose quatre scénarios bien différents : du maintien de l'école existante avec toutefois l'omniprésence du numérique, à la disparition pure et simple de l'institution telle qu'on la connaît. C'est l'enseignement à distance qui prendrait alors plus ou moins de place et d'importance selon les cas.

Quand on connaît la puissance de cette organisation et sa capacité à souffler à l'oreille de nos dirigeants-e-s, cette nouvelle publication conforte nos inquiétudes quant à la volonté des libéraux de privatiser l'éducation scolaire, et notre devoir d'alerter sur ces desiderata qui font écho aux annonces de Blanquer, lui qui appelle à un « nouveau métier d'enseignant-e ». Celles et ceux qui encadrent les passations d'évaluation des élèves tous les ans en France imagineront assez bien ce que pourraient devenir leurs nouvelles missions d'accompagnement de ces appareils d'« e-learning »...

### D'un semblant de maintien de l'École actuelle à sa mise à mort

Le premier scénario est celui du maintien du système scolaire, mais transformé. Des outils numériques d'évaluation donneraient instantanément un retour sur les compétences des élèves. Le corps « enseignant » se composerait alors de quelques professeur-e-s dit-e-s « qualifié-e-s » qui créeraient des contenus éducatifs, ET de divers employé-e-s (animateurs/trices, surveillant-e-s, voire des robots) chargé-e-s d'encadrer les élèves.

Le second scénario imagine un système éducatif où de nouveaux « acteurs informels » interagiraient avec l'école. On aurait ainsi un méli-mélo(drame) d'enseignement à domicile, de tutorat, d'enseignement en ligne et d'enseignement communautaire local. Des « entreprises éducatives » pourraient se développer avec des services en ligne.

Le troisième scénario imagine un éclatement du système éducatif au profit d'acteurs locaux et donc une totale hétérogénéité de l'offre éducative.

Enfin un dernier (et fatal) scénario envisage la mort de l'école et la fin de la différence entre éducation formelle et informelle. La digitalisation permettrait d'apprendre partout et tout le temps. Il n'y aurait plus de professeur-e-s, mais des entreprises vendant des produits éducatifs.

Oui, ça fait froid dans le dos ! En même temps, ce n'est pas une surprise : on connaît le projet des libéraux de récupérer toute cette manne que représente l'éducation scolaire pour engranger des profits et l'orienter vers une partition de la population entre des citoyen-ne-s utiles (travailleurs/euses sans statuts, consommateurs/trices), et l'élite.

### En 2001 déjà

Ce n'est pas le premier rapport que l'OCDE fait sur l'éducation. En 2001, il y a 20 ans déjà, elle proposait six scénarios pour l'Éducation de demain, avec des propositions similaires : c'est-à-dire démanteler les institutions et systèmes éducatifs au profit de nouveaux acteurs privés (évidemment), des « professionnels de l'enseignement » adossés à des « réseaux de formation » reposant en quasi-totalité sur l'utilisation des nouvelles technologies.

Aujourd'hui, avec le développement des technologies, l'apprentissage profond (*deep-learning*), l'intelligence artificielle, le développement de la 5G partout dans le monde pour toucher le plus de personnes possible (y compris aux confins des campagnes et des déserts), ces scénarios qui semblaient fantaisistes et futuristes deviennent crédibles. La crise sanitaire avec ses confinements successifs et cette école à la maison (la « continuité pédagogique ») ont fait évoluer les mentalités. Bien sûr, pour de nombreuses personnes, cet enseignement à distance a démontré ses limites et augmenté les inégalités face à l'éducation. Mais demain ?

Les organismes privés d'accompagnement se multiplient, les acteurs du privé et les collectivités locales sont de plus en plus nombreux à intervenir dans les établissements scolaires (logiciels, évaluations en ligne, applications de téléphone, externalisation de services informatiques et de restauration, publicité pour des officines privées...) et expliquent à des parents de plus en

plus inquiets que cela est « incontournable pour la réussite de leurs enfants ».

### Le Panel PS21

Dernier exemple de formatage en date, cette enquête statistique qui va porter sur 35 000 enfants à partir de trois ans avec comme items : "Répond mal à l'adulte", "Est agité", "Range n'importe comment", "Coupe la parole". Ces mentions sont extraites d'un questionnaire destiné aux personnels des petites sections de maternelle. Mais quel objectif poursuit donc le ministère avec ces fiches d'observation aux relents sarkozistes ? Ce flicage dès le plus jeune âge doit nous faire réagir collectivement !

Nous convenons qu'il serait difficile de nous passer de l'informatique aujourd'hui, mais ceci ne doit pas nous dispenser d'une réflexion sur l'utilisation du numérique avec les élèves et dans nos métiers. Les conclusions des études sont indubitables : l'excès d'exposition aux écrans nuit à la santé et à certaines fonctions cérébrales. Le glissement vers le tout numérique est déjà bien engagé, sans que nous puissions en mesurer facilement les conséquences (puisqu'« à distance »), c'est un phénomène qui s'accélère et s'impose au détriment de nos libertés.

La crise sanitaire en a fait une démonstration spectaculaire : l'enseignement à distance ne fonctionne pas (au mieux il est lacunaire) et l'OCDE prend ses désirs pour des réalités. Elle a également mis en lumière que les élèves, les étudiant-e-s, les personnels ont besoin d'interactions entre personnes vivantes. Les élèves et les personnels ont besoin de vie en société : partages, échanges, entraide, convivialité, travail commun entre groupes, entre classes, entre adultes ; de projets collectifs à élaborer et réaliser, d'expérimentations, d'ouvertures sur le monde et sur l'autre...

**À SUD éducation, nous appelons à combattre l'idéologie libérale de l'enfermement des jeunes et des adultes chacun chez soi. Notre projet d'École de demain dans une autre société va à l'inverse des scénarios de l'OCDE que nous dénonçons comme aussi nuisibles et délétères que l'instauration des évaluations par compétences qu'elle a imposées.**

**Pour autant ce démantèlement de l'éducation scolaire est déjà engagé. Les suppressions de postes sous Sarkozy et sous Macron, le socle commun de connaissances, l'effroyable Parcoursup, l'évaluationnisme, la rémunération au mérite, l'alourdissement de la charge de travail pour les personnels, la réduction constante de la liberté pédagogique, le refus de créer un statut pérenne pour les AESH et les AED, la volonté de créer un statut hiérarchique de directeur/trice d'école, le partenariat du Ministère de l'Éducation Nationale signé par Najat Vallaud-Belkacem avec le géant Microsoft, la volonté des Collectivités territoriales d'informatiser frénétiquement l'école aux dépens de l'humain et d'externaliser des services, la répression cinglante envers les personnels qui se rebiffent, sont autant de symptômes de la casse du statut de fonctionnaire et de la transformation progressive de l'éducation scolaire en un réseau clientéliste et individualisé.**

**Le combat est rude, mais nous sommes vaillant-e-s et nous vaincrons ! Ne lâchons rien ! C'est toute-e-s ensemble que nous transformerons notre école en un lieu d'enseignement épanouissant pour tou-te-s.**

7 <https://www.oecd.org/fr/dev/1919068.pdf> résumé et analysé ici : <http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1221>

8 Organisation de Coopération et de Développement Économiques

9 [https://read.oecd-ilibrary.org/education/back-to-the-future-s-of-education\\_178ef527-en#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/education/back-to-the-future-s-of-education_178ef527-en#page1)





## VICTOIRE POUR LES VERBALISÉ·ES : MANIFESTER EST UN DROIT !

Nancy (54) | Publié le 8 septembre 2021<sup>10</sup>

En mai et juin 2020, à la sortie du premier confinement, plusieurs dizaines de personnes ont été verbalisées à Nancy pour avoir participé à des rassemblements en soutien aux personnels hospitaliers, ou à d'autres personnes convoquées à l'Hôtel de police suite à des actions dans le cadre de la mobilisation contre la réforme des retraites. Suite aux contestations de ces verbalisations, vingt personnes ont été convoquées au tribunal de police les 13 avril et 18 mai 2021.

Lors des audiences du printemps, les trois avocat·e·s du collectif, se référant à la Déclaration Universelle de 1789 ou à la Convention Européenne pour la sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, avaient concentré leurs plaidoiries sur le respect de la liberté d'expression, la liberté de manifester étant l'un des fondements qui détermine toutes les autres libertés fondamentales. Ces plaidoiries s'étaient également appuyées sur la décision du Conseil d'État du 13 juin 2020, motivée en particulier par les actions devant l'Hôtel de Police de Nancy, qui rendait illégale l'interdiction par le gouvernement des manifestations pendant l'état d'urgence sanitaire.

Ce mardi 7 septembre avait lieu le délibéré : **relaxe pour les vingt !**

C'est une victoire dans la longue série des condamnations pour manifestation interdite sous des motifs divers (périmètre interdit, état d'urgence sanitaire...). D'autres personnes verbalisées à Nancy doivent passer devant le tribunal d'ici à fin novembre. Dans d'autres villes, des verbalisations similaires ont été adressées à des manifestant·e·s. Informons largement nos contacts sur cette relaxe des vingt qui ouvre, par la voie de la jurisprudence, à des décisions similaires pour toutes les personnes inquiétées.

Les verbalisé·e·s de mai et juin 2020

### EN VRAC

- En octobre va paraître un jeu de société "Antifa le jeu", conçu par La Horde et édité par Libertalia. Présentation ici :

<https://www.editionslibertalia.com/catalogue/coeditions/antifa-le-jeu>

- À vivement écouter : le podcast de La P'tite Blan, Du poil sous les bras, dont la dernière invitée est Gaëlle Krikorian, sur l'enjeu de l'accès aux médicaments :

<https://www.radiosaintfe.com/emissions/societe/335-du-poil-sous-les-bras>

Dans le même podcast, invitées de Blandine pour *Notre pain est politique et il est où le patron ?*

- Des conseils de lecture ?

*Dix questions sur le féminisme*, Valérie Rey-Robert (Libertalia)

*Étincelles pédagogiques*, Jacqueline Triguel (Libertalia)

*Feu !* coordonné par Elsa Dorlin (Libertalia)

<https://blogs.mediapart.fr/jadran-svrclin/blog/030921/ecole-comment-resister-la-strategie-du-choc>

### AGENDA

✓ **Les Assemblées Générales et le Congrès de SUD Éducation Lorraine sont les instances décisionnaires du syndicat. Chaque militant·e y a sa place. Les dates 2020/2021 :**

**Assemblées Générales** : L 11/10 – Me 10/11 – Ma 07/12 – Ma 18/01 – J 24/02 – L 21/03 – J 07/04 – V 20/05 – Me 22/06 : de 9h à 17h, sur temps de travail avec ASA et convocation.

**Congrès annuel** : L 02/05 et Ma 03/05/2022 : de 9h à 17h, sur temps de travail avec ASA et convocation.

✓ **Des Formations syndicales sont proposées régulièrement par SUD Éducation Lorraine et Solidaires. Chacun·e a droit à 12 jours par an sur temps de travail ! (Demande à faire 1 mois avant.) En 2020/2021 :**

- **15 au 16 novembre** : *Prise de parole*, à Metz.
- **17 au 18 novembre** : *Contre le discours managérial*, à Metz.
- **25 au 26 novembre** : *Prendre la parole en public*, à Nancy.
- **1<sup>er</sup> au 3 décembre** : *Pratiques d'enquêtes syndicales*, à Nancy.
- **1<sup>er</sup> au 2 décembre** : *Quels outils syndicaux dans la lutte contre l'extrême droite*, à Metz.
- **13 au 14 décembre** : *Contre le discours managérial*, à Nancy.
- **13 au 14 janvier** : *Rédaction de tracts*, à Nancy

Modalités pratiques pour faire sa demande, sur notre site :

<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?rubrique77>

# éducation SUD Lorraine

## J'ADHÈRE !

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tel :

Adresse mail :

Adresse professionnelle :

Catégorie :

Fonction exacte :

Classe Normale

Hors Classe

**COTISATION - Barème indicatif selon les moyens de chacun·e, du quotient familial... la question financière ne doit pas être un obstacle :**

Salaire net mensuel	Cotisation annuelle	Coût réel après crédit d'impôts de 66%
- de 600 €	6 €	2 €
+ de 600	15 €	5 €
+ de 750	27 €	9 €
+ de 900	45 €	15 €
+ de 1000	54 €	18 €
+ de 1100	64 €	21,33 €
+ de 1200	75 €	25 €
+ de 1300	88 €	29,33 €
+ de 1400	102 €	34 €
+ de 1500	117 €	39 €
+ de 1600	135 €	45 €
+ de 1700	153 €	51 €
+ de 1800	174 €	58 €
+ de 1900	192 €	64 €
+ de 2000	210 €	70 €
+ de 2100	230 €	76,66 €
+ de 2200	251 €	83,66 €
+ de 2300	272 €	90,66 €
+ de 2400	293 €	97,66 €
+ de 2500	315 €	105 €
+ de 2600	340 €	113,33 €
+ de 2700	364 €	121,33 €
+ de 2800	390 €	130 €
+ de 2900	416 €	138,66 €
+ de 3000	443 €	147,66 €
+ de 3100	472 €	157,33 €
+ de 3200	500 €	166,66 €
+ de 3300	17,30 % du salaire mensuel avant impôt	

Paiement par chèque à l'ordre de SUD Éducation Lorraine et adressé à :

SUD Éducation – 4 rue de Phalsbourg – 54000 Nancy

Si vous choisissez de payer en plusieurs fois, envoyez tous vos chèques dès maintenant, tous datés à la date d'adhésion (en indiquant la date d'encaissement souhaitée au dos de chaque chèque).

Si vous souhaitez opter pour le prélèvement automatique, merci de le signaler (n'oubliez pas d'indiquer le montant de votre cotisation !), et de joindre un RIB. Et de cocher :

- Je souhaite régler par prélèvement automatique :
- juste pour cette année en une fois
  - juste pour cette année en ..... fois
  - avec reconduction automatique annuelle

Date :

Signature :

<sup>10</sup> <https://manif-est.info/Victoire-pour-les-verbalise-es-manifester-est-un-droit-1881.html>